

TRANSFERTS FORCÉS DE PERSONNEL À LA CNAM

La Présidence de La Mutuelle Complémentaire de la Ville de Paris et de l'Assistance Publique (MCVPAP), qui est une Section locale Mutualiste des agents de la Ville de Paris et des agents de l'AP/HP, a décidé d'abandonner la gestion du **Régime Obligatoire** de Sécurité Sociale pour ses adhérents. Cela se traduit par 39 suppressions de postes au sein de notre établissement qui compte 200 salariés dont 170 en activité.

Notre Mutuelle est gouvernée par une Présidence issue d'un Conseil d'Administration unanimement composé de militants CGT de l'AP/AP et de la Ville de Paris. Depuis plusieurs mois, nos gouvernants ont lancé un plan de départ volontaire des salariés MCV PAP vers la CNAM. Le but étant d'avoir un total de 39 volontaires pour une affectation en CPAM ou en DRSM à compter du 01/04/2022.

Le 23/09/2021, la RH lors d'une réunion plénière de CSE annonçait n'avoir que 20 volontaires et que la différence avec les 39 serait compensée par des licenciements de personnel dont l'activité est entre 50 et 100% sur le **Régime Obligatoire**, qu'il soit proche ou non de la retraite.

Depuis l'annonce du plan de transfert d'activités à la CNAM, la Direction nous assène que cela se fera sur la base du volontariat alors que nous constatons que c'est faux.

De plus, dans une réunion de personnel du début de l'année, il avait été indiqué par la direction que les personnes à moins de 5 ans de la retraite n'étaient pas concernées par le transfert.

Nous dénonçons ce pseudo-volontariat qui n'est qu'une illusion, une véritable tromperie, avec des départs contraints et de potentiellement licenciements à la clé.

Car contrairement à ce qui avait toujours été avancé par la direction, notre RH dans sa communication du 25/09/2021 indique que « le volontariat n'est pas un choix de la MCV PAP, mais une contrainte juridique ».

Notre Mutuelle a toujours défendu des valeurs humanistes et de solidarité depuis sa création par des militants CGT, au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui s'ils étaient encore vivants, pourraient avoir honte aujourd'hui de la politique menée par leurs successeurs.

Nos gouvernants tiennent un discours digne de représentants du MEDEF et ont oublié les principes et valeurs du mouvement syndical auquel ils appartiennent.

De fait, cette attitude est d'autant plus choquante mais prévisible, car les trois dernier(e)s Président(e)s qui se sont succédé(e)s, n'ont eu comme obsession, que la diminution de la masse salariale, au mépris de l'élaboration d'une stratégie d'entreprise digne de ce nom, qui aurait permis de reclasser le personnel.

.../...

Ainsi des départs et des licenciements sont en prévisions, bien que dans le même temps, des dépenses sont toujours plus importantes :

- **Cabinets d'experts hors de prix pour aider la Présidence dans ses choix (aux alentours de 300 K€) ;**
- **Séminaires dont la présidente refuse de nous donner le coût, tant ils doivent être indécents ;**
- **Correspondants de l'AP, dont le coût pour notre Mutuelle est de 1,5 million d'euros.**
- **Et même la présidente qui en plus de son salaire obtient une rallonge pour ses indemnités de fonctions, désormais à un peu plus de 1700 € bruts, l'équivalent de certains salaires de notre Mutuelle.**

Les salariés de notre Mutuelle, ainsi que les élus CGT du CSE, et le syndicat représentatif du personnel CGT, comptent sur les médias afin de relayer ce qui se passe dans notre entreprise.

Nous souhaitons contraindre nos gouvernants pseudo-syndicalistes à se mettre autour de la table car ils refusent tout mode de négociation voire de médiation.

Ils s'opposent aux représentants du personnel CGT, ce qui est d'autant plus paradoxal.

Ils font croire qu'ils se préoccupent de leurs salariés, alors qu'ils pratiquent la dissimulation, la langue de bois, la menace, le mensonge, et dorénavant organisent des départs contraints et des licenciements potentiels.

Nous espérons que vous aurez une oreille attentive à nos problématiques, car les 39 départs ne sont que le début d'un décompte qui risque de s'alourdir dans les prochains mois.

Contact Presses

Florian SAUCIER

CGT FNPOS Secteur Mutualité

Portable 0631191692

